

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

2 FÉVRIER 1994

PROJET DE LOI

**portant modification de certaines
dispositions de la loi du 25 juin
1992 sur le contrat
d'assurance terrestre**

AMENDEMENTS

N° 13 DE M. VANDEURZEN

Art. 6

**Au 3°, compléter le 4° proposé par ce qui
suit :**

*« , sauf cas de force majeure et pour autant que
l'assuré ait été dûment mis en demeure d'exécuter ces
obligations. »*

JUSTIFICATION

Au cours des discussions au sein de la Commission des assurances, le représentant des consommateurs a émis des réserves quant à la modification proposée. Nous estimons en effet que, tel qu'il est formulé, l'article pourrait de nouveau engendrer des pratiques douteuses qui consisteraient à différer indéfiniment le paiement d'un dédommagement équitable à l'assuré. Si elle était adoptée telle quelle, la disposition proposée risquerait de permettre à l'assureur d'invoquer trop facilement le non-respect de l'obligation la plus insignifiante pour retarder le paiement. C'est contraire à l'esprit de la loi, celle-ci visant précisé-

Voir :

- 1275 - 93 / 94 :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N°s 2 à 4 : Amendements.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

2 FEBRUARI 1994

WETSONTWERP

**houdende wijziging van
sommige bepalingen van de wet van
25 juni 1992 op de
landverzekeringsovereenkomst**

AMENDEMENTEN

N° 13 VAN DE HEER VANDEURZEN

Art. 6

**In het 3°, het voorgestelde 4° aanvullen met
wat volgt :**

*« , behoudens overmacht en mits de verzekerde be-
hoorlijk aangemaand is die verplichtingen te vervul-
len. »*

VERANTWOORDING

In de besprekingen in de Commissie voor Verzekeringen heeft de vertegenwoordiger van de verbruikers voorbehoud gemaakt tegen de voorgestelde wijziging. Wij menen inderdaad dat het artikel zoals het voorgesteld wordt opnieuw aanleiding zou kunnen geven tot onfrisse praktijken waarbij het uitbetalen van een rechtmatige schadevergoeding aan de verzekerde op de lange baan wordt geschoven. Door de voorgestelde bepaling zou het de verzekeraar te gemakkelijk kunnen worden zich te verschuilen achter een eventueel pietluttig niet nakomen van een bepaalde verplichting door de verzekerde om nog niet te moeten uitbetalen.

Zie :

- 1275 - 93 / 94 :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N°s 2 tot 4 : Amendementen.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

ment à garantir un paiement rapide, puisque c'est surtout à ces moment-là que l'assuré a besoin de son assurance.

N° 14 DE M. VANDEURZEN

Art. 5

Remplacer le texte proposé par ce qui suit :

« *Le Roi peut, pour les contrats d'assurances autres que ceux énumérés à l'article 30, § 2, deuxième alinéa, autoriser les parties à s'accorder pour plafonner l'intervention de l'assureur dans les frais de sauvetage éventuels.* »

JUSTIFICATION

L'article 30, § 2, énumère les contrats d'assurance courants pour lesquels on ne peut déroger à la protection que la loi offre au consommateur. Il nous paraît utile de prévoir en l'occurrence la même restriction.

Le présent amendement vise à préciser clairement que le pouvoir accordé au Roi consiste à lui permettre d'autoriser les parties à limiter l'intervention de l'assureur dans les frais de sauvetage. Une lecture littérale du texte du projet pourrait faire croire que c'est le Roi lui-même qui devrait limiter les frais de sauvetage.

N° 15 DE M. DIELENS

Article 1^{er}bis (nouveau)

Insérer un article 1^{er}bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 1^{er}bis. — A l'article 10, § 2, de la même loi, il est ajouté un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« *En cas d'infraction à la présente disposition, l'assureur qui a conclu le contrat et le courtier, l'agent ou l'intermédiaire qui est intervenu pour sa conclusion, ainsi que les administrateurs, gérants, directeurs et mandataires des entreprises précitées sont solidairement tenus du dommage subi par l'assuré, le bénéficiaire ou la personne lésée, de l'exécution du contrat ainsi que du paiement des taxes dues en vertu de la législation belge en raison de la conclusion du contrat.* »

JUSTIFICATION

L'article 10, § 2, énumère les données que le contrat d'assurance doit au moins mentionner. Ces indications peuvent être considérées comme évidentes, mais ce n'est cependant pas toujours le cas dans la pratique. Ainsi, il

Dit gaat in tegen de geest van de wet : men wenste juist een snelle uitbetaling te waarborgen omdat de verzekerde ook op dat moment het meest nood heeft aan zijn verzekering.

N° 14 VAN DE HEER VANDEURZEN

Art. 5

De voorgestelde tekst vervangen door wat volgt :

« *Voor verzekeringsovereenkomsten, andere dan die opgesomd in artikel 30, § 2, tweede lid, kan de Koning toestaan dat de partijen overeenkomen om de tussenkomst van de verzekeraar in eventuele reddingskosten te plafonneren.* »

VERANTWOORDING

In artikel 30, § 2, wordt een opsomming gegeven van de courante polissen waarvoor het niet goed zou zijn af te wijken van de bescherming die de wet aan de consument biedt. Het lijkt mij nuttig dit criterium hier verder aan te houden.

In dit amendement willen we duidelijk specificeren dat de bevoegdheid van de Koning slaat op het toestaan aan partijen dat de tussenkomst van de verzekeraar in reddingskosten beperkt wordt. Een letterlijke lezing van de tekst van het wetsontwerp zou doen vermoeden dat de Koning de reddingskosten zelf zou moeten beperken.

M. VANDEURZEN

N° 15 VAN DE HEER DIELENS

Artikel 1bis (nieuw)

Een artikel 1bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Artikel 1bis. — In § 2 van artikel 10 van dezelfde wet wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

« *Bij niet-naleving van deze bepaling zijn de verzekeraar die de overeenkomst heeft gesloten en de makelaar, agent of tussenpersoon die daarbij heeft bemiddeld, evenals de bestuurders, zaakvoerders, directeurs en lasthebbers van voormelde ondernemingen, hoofdelijk aansprakelijk voor de door de verzekerde, begunstigde of benadeelde geleden schade, voor de uitvoering van de overeenkomst evenals voor de belastingen die krachtens de Belgische wet verschuldigd zijn ingevolge het aangaan van de overeenkomst.* »

VERANTWOORDING

Artikel 10, § 2, bepaalt de gegevens die de verzekeringsovereenkomst ten minste moet bevatten. Deze vermeldingen kunnen als vanzelfsprekend worden beschouwd. Nochtans is dit in de praktijk niet altijd het geval. Zo blijkt uit

ressort d'une réponse à une question parlementaire que certains agents, courtiers et intermédiaires ne mentionnent pas le nom de l'assureur dans le contrat. (*Bulletin des questions et réponses*, Sénat, 4 juin 1993, 3644, question n° 421 de M. Deworme). Cela ne fait qu'augmenter le risque d'irrégularités, comme le non-paiement des taxes, l'exercice illicite de la profession d'assureur, le non-versement (de l'intégralité) de l'indemnité, etc. En outre, ces pratiques faussent la concurrence au détriment des assureurs qui, eux, respectent la législation.

Pour mettre un terme à de telles pratiques, nous proposons d'infliger des sanctions en cas de non-respect de l'article 10, § 2. Il est vrai que la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances permet déjà de sanctionner pénalement l'infraction à l'article 20 de cette loi, mais cette disposition ne concerne que la manière dont doit être mentionné le nom de l'assureur.

Le présent amendement prévoit des sanctions civiles pour les assureurs, courtiers, agents et intermédiaires ainsi que pour leurs administrateurs, directeurs, gérants et mandataires. En cas d'infraction aux dispositions de l'article 10, § 2, ces personnes seront solidairement tenues du dommage subi par l'assuré, le bénéficiaire et la personne lésée, de l'exécution du contrat ainsi que des taxes dues sur le contrat. Une telle sanction s'avère nécessaire, vu les infractions qui sont actuellement commises. Elle ne peut en outre poser de problèmes aux assureurs et intermédiaires d'assurances qui s'acquittent sérieusement de leur tâche.

Des sanctions pénales doivent aussi être prévues en cas de non-respect de ladite disposition (voir amendement n° 17).

N° 16 DE M. DIELENS

Art. 2

A l'article 30, § 2, proposé, remplacer le premier alinéa par ce qui suit :

« La première phrase du § 1^{er} n'est pas applicable aux contrats d'assurance couvrant les risques que le Roi détermine. La durée de ces contrats d'assurance ne peut excéder trois ans, lorsqu'il s'agit d'assurances autres que des assurances de la responsabilité, ou dix ans, lorsqu'il s'agit d'assurances de la responsabilité. »

JUSTIFICATION

Cet amendement vise à apporter une correction à l'article 30 proposé de la loi sur le contrat d'assurance terrestre. Le fait que le § 2 de cet article dispose que les dispositions du § 1^{er} ne sont pas applicables aux contrats couvrant les risques exclus par le Roi entraîne en effet également la non-applicabilité des dispositions relatives à la reconduction tacite et aux modalités de résiliation. Il n'y a aucune raison de déroger à la règle de la reconduction tacite, qui est usuelle dans le secteur de l'assurance. On peut supposer que le but n'a non plus jamais été de déroger à cette règle. C'est la raison pour laquelle notre amendement pré-

voit un amendement à l'article 30. Le fait que le § 2 de cet article dispose que les dispositions du § 1^{er} ne sont pas applicables aux contrats couvrant les risques exclus par le Roi entraîne en effet également la non-applicabilité des dispositions relatives à la reconduction tacite et aux modalités de résiliation. Il n'y a aucune raison de déroger à la règle de la reconduction tacite, qui est usuelle dans le secteur de l'assurance. On peut supposer que le but n'a non plus jamais été de déroger à cette règle. C'est la raison pour laquelle notre amendement pré-

voit un amendement à l'article 30. Le fait que le § 2 de cet article dispose que les dispositions du § 1^{er} ne sont pas applicables aux contrats couvrant les risques exclus par le Roi entraîne en effet également la non-applicabilité des dispositions relatives à la reconduction tacite et aux modalités de résiliation. Il n'y a aucune raison de déroger à la règle de la reconduction tacite, qui est usuelle dans le secteur de l'assurance. On peut supposer que le but n'a non plus jamais été de déroger à cette règle. C'est la raison pour laquelle notre amendement pré-

voit un amendement à l'article 30. Le fait que le § 2 de cet article dispose que les dispositions du § 1^{er} ne sont pas applicables aux contrats couvrant les risques exclus par le Roi entraîne en effet également la non-applicabilité des dispositions relatives à la reconduction tacite et aux modalités de résiliation. Il n'y a aucune raison de déroger à la règle de la reconduction tacite, qui est usuelle dans le secteur de l'assurance. On peut supposer que le but n'a non plus jamais été de déroger à cette règle. C'est la raison pour laquelle notre amendement pré-

voit un amendement à l'article 30. Le fait que le § 2 de cet article dispose que les dispositions du § 1^{er} ne sont pas applicables aux contrats couvrant les risques exclus par le Roi entraîne en effet également la non-applicabilité des dispositions relatives à la reconduction tacite et aux modalités de résiliation. Il n'y a aucune raison de déroger à la règle de la reconduction tacite, qui est usuelle dans le secteur de l'assurance. On peut supposer que le but n'a non plus jamais été de déroger à cette règle. C'est la raison pour laquelle notre amendement pré-

N° 16 VAN DE HEER DIELENS

Art. 2

In het voorgestelde artikel 30, in § 2, het eerste lid vervangen door wat volgt :

« De eerste zin van § 1 is niet van toepassing op de verzekeringsovereenkomsten betreffende de risico's die de Koning bepaalt. De duur van die verzekeringsovereenkomsten mag niet langer zijn dan drie jaar, wanneer het andere dan aansprakelijkheidsverzekeringen betreft, of tien jaar, wanneer het aansprakelijkheidsverzekeringen betreft. »

VERANTWOORDING

Dit amendement beoogt een correctie aan te brengen op de voorgestelde redactie van artikel 30 van de wet op de landverzekeringsovereenkomst. Door in § 2 te bepalen dat al de bepalingen van § 1 niet van toepassing zijn op de door de Koning uitgesloten risico's zijn immers ook de bepalingen betreffende de stilzwijgende verlenging en de wijze van opzegging niet van toepassing. Er is geen enkele reden om af te stappen van de stilzwijgende verlenging, dat een algemeen gebruik is in de verzekeringssector. Vermoedelijk is dit trouwens nooit de bedoeling geweest. Om die reden wordt bepaald dat de afwijkende regeling betreffen-

voit que la disposition qui déroge à la règle concernant les risques déterminés par le Roi ne s'applique qu'à la première phrase du § 1^{er}, qui limite la durée des contrats à un an.

Par ailleurs, cet amendement instaure également une règle relative à la durée des contrats dont l'exclusion est prévue. L'absence d'une telle règle signifierait que ces contrats auraient une durée illimitée. Il est proposé de limiter à trois ans la durée des contrats qui ne couvrent pas la responsabilité civile et à dix ans celle des assurances de la responsabilité.

N° 17 DE M. DIELENS

Art. 12bis (nouveau)

Insérer un article 12bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 12bis. — L'article 139, § 1^{er}, de la même loi est complété par un 3^o, libellé comme suit :

« 3^o les administrateurs, gérants, directeurs ou mandataires d'entreprises d'assurances qui offrent ou concluent des contrats qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 10, § 2, ainsi que les agents, courtiers ou intermédiaires ou leurs administrateurs, gérants, directeurs ou mandataires qui interviennent dans la conclusion de tels contrats. »

JUSTIFICATION

Cet amendement introduit des dispositions pénales applicables en cas d'infraction à l'article 10, § 2, de la loi sur le contrat d'assurance terrestre (voir amendement n° 15).

N° 18 DE M. DIELENS

Art. 12ter (nouveau)

Insérer un article 12ter (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 12ter. — L'article 140 de la même loi, dont le texte actuel devient le § 1^{er}, est complété par un § 2 et un § 3, libellés comme suit :

« § 2. Sans préjudice des sanctions pénales ou mesures prises en vertu d'autres dispositions légales, l'Office de contrôle des assurances peut, en cas d'infraction aux dispositions impératives de la présente loi, imposer aux entreprises d'assurances, agents, courtiers et intermédiaires une amende administrative dont le montant ne peut être inférieur à 1 000 francs ni excéder 3 % des recettes techniques et financières, avec un maximum de 50 millions de francs, suivant un barème fixé dans un règlement de l'Office de contrôle. En cas de récidive dans un délai de cinq ans, le montant maximum est porté à 5 % des recettes techniques et financières, sans qu'il puisse excéder 75 millions de francs.

de de door de Koning bepaalde risico's slechts betrekking heeft op de eerste zin van § 1, dat de duur van de overeenkomsten tot één jaar beperkt.

Daarnaast wordt ook een regeling ingevoerd met betrekking tot de duur van de overeenkomsten waarvan de uitsluiting wordt voorzien. Zoniet zou dit betekenen dat voor deze overeenkomsten geen limieten inzake de duur meer zouden gelden. Voorgesteld wordt om de duur te beperken tot drie jaar voor de niet-aansprakelijkheidsverzekeringen, en tot tien jaar voor de aansprakelijkheidsverzekeringen.

N° 17 VAN DE HEER DIELENS

Art. 12bis (nieuw)

Een artikel 12bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 12bis. — Artikel 139, § 1 van dezelfde wet wordt aangevuld met een 3^o, luidend als volgt :

« 3^o de bestuurders, zaakvoerders, directeurs of lasthebbers van verzekeringsondernemingen die overeenkomsten aanbieden of sluiten die niet beantwoorden aan de bepalingen van artikel 10, § 2, evenals de agenten, makelaars of tussenpersonen of hun bestuurders, zaakvoerders, directeurs of lasthebbers die bemiddelen bij het sluiten van zulke overeenkomsten. »

VERANTWOORDING

Dit amendement voert strafbepalingen in die betrekking hebben op de overtreding van artikel 10, § 2 van de wet op de landverzekeringsovereenkomst (zie amendement n° 15).

N° 18 VAN DE HEER DIELENS

Art. 12ter (nieuw)

Een artikel 12ter (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 12ter. — Artikel 140 van dezelfde wet, waarvan de huidige tekst § 1 vormt, wordt aangevuld met de §§ 2 en 3, luidend als volgt :

« § 2. Onverminderd de strafsancities of maatregelen op grond van andere wettelijke bepalingen kan de Controledienst voor de Verzekeringen bij niet-naleving van de dwingende bepalingen van deze wet verzekeringsondernemingen, agenten, makelaars en tussenpersonen een administratieve geldboete opleggen, waarvan het bedrag niet minder dan 1 000 frank en niet meer dan 3 % van de technische en financiële opbrengsten met een maximum van 50 miljoen frank mag bedragen, volgens een barema bepaald in een verordening van de Controledienst. In geval van herhaling binnen een termijn van vijf jaar wordt het maximum gebracht op 5 % van de technische en financiële opbrengsten, zonder dat het bedrag 75 miljoen frank mag overschrijden.

L'amende peut être fixée en un montant journalier.

L'amende est perçue par l'Administration de la TVA, de l'enregistrement et des domaines au profit du Trésor.

Aucune amende administrative ne peut être infligée avant que l'entreprise ait été entendue en sa défense ou, au moins, dûment convoquée.

§ 3. Les agents visés à l'article 21, § 2, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances sont chargés de rechercher et de constater les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution. »

JUSTIFICATION

Si l'Office de contrôle des assurances est chargé de veiller au respect de cette loi et de ses arrêtés d'exécution, il doit également disposer des compétences nécessaires à cet effet. C'est la raison pour laquelle, par analogie avec d'autres lois (notamment l'article 22 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux), il est proposé de donner à l'Office la possibilité d'infliger des amendes administratives. Nul n'ignore que les sanctions administratives et les sanctions pénales sont cumulables.

Par ailleurs, il est logique que les agents de l'Office de contrôle, désignés par le Roi en qualité d'officiers de police judiciaire en application de l'article 21, § 2, de la loi du 9 juillet 1975, soient également compétents pour rechercher et constater les infractions à la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

N° 19 DE M. DIELENS

Art. 13bis (nouveau)

Insérer un article 13bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 13bis. — Les articles 3, 10, § 2, et, pour autant qu'il s'agisse d'assurances de la responsabilité, les articles 77, 82, 83, 84, 86, 87 et 89 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre sont également applicables à tous les contrats d'assurance qui ne relèvent pas du champ d'application de cette loi.

A partir du premier jour du treizième mois qui suit celui de la publication de la présente loi au Moniteur belge, les articles 1^{er}, 5, 6, 7, § 1^{er}, premier alinéa, §§ 2 et 3, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 32, 33 et, pour autant qu'il s'agisse d'assurances de dommages, les articles 51 et 52, et, pour autant que ces articles renvoient à des dispositions applicables à des contrats autres que des contrats d'assurance terrestre, les articles 139 et 140 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre sont également applicables à tous les contrats d'assurance qui ne relèvent pas du champ d'application de cette loi.

De geldboete mag worden berekend in een dagbedrag.

De geldboete wordt geïnd in het voordeel van de Schatkist, door de Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen.

Geen administratieve geldboete mag worden opgelegd dan nadat de onderneming in haar verweer is gehoord of minstens behoorlijk werd opgeroepen.

§ 3. De ambtenaren bedoeld in artikel 21, § 2 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen zijn belast met de opsporing en vaststelling van de inbreuken op deze wet en haar uitvoeringsbesluiten. »

VERANTWOORDING

Wanneer de Controledienst voor de Verzekeringen wordt belast met het toezicht op de naleving van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten dient hij ook over de nodige bevoegdheden te beschikken. Daarom wordt voorgesteld om naar analogie met sommige andere wetten (bijvoorbeeld artikel 22 van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld) de Dienst de mogelijkheid te geven om administratieve boeten op te leggen. Zoals bekend zijn de administratiefrechtelijke sancties cumuleerbaar met strafrechtelijke sancties.

Daarnaast is het logisch dat de ambtenaren van de Controledienst die door de Koning als officier van gerechtelijke politie zijn aangeduid in uitvoering van artikel 21, § 2 van de wet van 9 juli 1975, eveneens bevoegd zijn voor de opsporing van de inbreuken op de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst.

N° 19 VAN DE HEER DIELENS

Art. 13bis (nieuw)

Een artikel 13bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 13bis. — De artikelen 3, 10, § 2 en, voor zover het aansprakelijkheidsverzekeringen betreft, de artikelen 77, 82, 83, 84, 86, 87 en 89 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst zijn eveneens van toepassing op alle verzekeringsovereenkomsten die niet onder het toepassingsgebied van die wet vallen.

Vanaf de eerste dag van de dertiende maand die volgt op deze van de publikatie van deze wet in het Belgisch Staatsblad zijn de artikelen 1, 5, 6, 7, § 1, eerste lid, §§ 2 en 3, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 32, 33 en, voor zover het schadeverzekeringen betreft, de artikelen 51 en 52, en, voor zover deze artikelen verwijzen naar bepalingen die van toepassing zijn op niet-landverzekeringsovereenkomsten, de artikelen 139 en 140 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst eveneens van toepassing op alle verzekeringsovereenkomsten die niet onder het toepassingsgebied van die wet vallen.

Les dispositions visées aux premier et deuxième alinéas ne sont applicables aux contrats d'assurance qui ont été conclus avant l'entrée en vigueur de ces dispositions qu'à partir du jour de la modification, du renouvellement, de la reconduction ou de la transformation du contrat. Cette disposition s'applique aux contrats qui n'ont pas été modifiés, renouvelés, reconduits ou transformés à partir du premier jour du vingt-cinquième mois qui suit la publication de la présente loi au Moniteur belge.

Les dispositions du Livre I^{er}, Titre X, et du Livre II, Titre VI, ainsi que les articles 276 et 277 du Titre X du Code de commerce sont applicables dans la mesure où les dispositions visées aux premier et deuxième alinéas n'y dérogent pas.

Les dispositions visées aux premier et deuxième alinéas sont applicables jusqu'à ce qu'entre en vigueur une nouvelle loi qui abroge tout ou partie des dispositions du Livre I^{er}, Titre X, et du Livre II, Titre VI, ainsi que les articles 276 et 277 du Titre X du Code de commerce, pour autant que cette loi ne maintienne pas ces dispositions. »

JUSTIFICATION

Le texte adopté par le Sénat a pour effet de soumettre les assurances des transports de marchandises à l'application de la loi du 11 juin 1874 sur les assurances. Or, outre qu'elle n'est plus adaptée à la société ni à l'économie modernes, cette loi est une des seules dont il n'existe pas encore de texte néerlandais officiel. En cas de désaccord quant à l'interprétation à donner à certains articles, les parties et le juge ne peuvent dès lors se baser que sur le texte français, ce qui est inadmissible en 1994.

Il s'impose par conséquent de revoir la législation applicable aux contrats d'assurance qui ne relèvent pas du champ d'application de la loi sur le contrat d'assurance terrestre. Cela ne devrait poser aucun problème en ce qui concerne les assurances de transport. Le ministre a en effet déclaré au Sénat : « La loi actuelle, en matière d'assurances de transport, doit être remplacée par un système global en étant écartée du champ d'application de la loi sur l'assurance terrestre. Le ministre s'engage à trouver une solution globale et spécifique pour le secteur des assurances de transport. On s'en occupera dès la fin de la présidence belge. » (Doc., Sénat n° 821/2, 1992-1993, p. 5).

Nous proposons dès lors, dans l'attente d'une modernisation fondamentale du droit des assurances, de rendre certaines dispositions de la loi sur le contrat d'assurance terrestre, qui peuvent être considérées comme essentielles pour tous les contrats d'assurance, applicables aux contrats d'assurance autres que les contrats d'assurance terrestre.

Il s'agit en premier lieu de l'article 10, § 2, qui énumère les mentions qui doivent obligatoirement figurer dans le contrat. Sont également importantes, un certain nombre de dispositions relatives aux contrats d'assurance de la responsabilité, telles que l'article 86, qui fait naître au profit de la personne lésée un droit propre contre l'assureur de la partie responsable. Cette disposition vise clairement à protéger la victime, et non le preneur d'assurance. Il est

De in het eerste en tweede lid vermelde bepalingen zijn op de verzekeringsovereenkomsten die aangegaan zijn voor de inwerkingtreding van die bepalingen, eerst van toepassing vanaf de dag van de wijziging, de vernieuwing, de verlenging of de omzetting van de overeenkomst. De overeenkomsten die niet gewijzigd, vernieuwd, verlengd of omgezet zijn, vallen onder die bepaling vanaf de eerste dag van de vijftiengste maand volgend op de publikatie van deze wet in het Belgisch Staatsblad.

De bepalingen van Boek I, Titel X en Boek II, Titel VI en de artikelen 276 en 277 van Titel X van het Wetboek van Koophandel zijn van toepassing in zoverre daarvan niet wordt afgeweken door de in het eerste en tweede lid vermelde bepalingen.

De in het eerste en tweede lid vermelde bepalingen zijn van kracht totdat een nieuwe wet in werking treedt die de bepalingen van Boek I, Titel X en Boek II, Titel VI en de artikelen 276 en 277 van Titel X van het Wetboek van Koophandel geheel of ten dele opheft, en voor zover dergelijke wet deze bepalingen niet van kracht laat. »

VERANTWOORDING

De in de Senaat aangenomen tekst heeft tot gevolg dat de verzekeringen van goederenvervoer onder toepassing van de wet van 11 juni 1874 op de Verzekeringen vallen. Die wet is niet meer aangepast aan de huidige samenleving en het huidige bedrijfsleven, maar is bovendien een van de weinige wetten waarvan nog geen officiële Nederlandse tekst bestaat. Dit heeft tot gevolg dat bij onenigheid over de interpretatie van sommige artikels de partijen en de rechter zich slechts op de Franse tekst mogen baseren. In 1994 is dit onaanvaardbaar.

Een herziening van de wetgeving die van toepassing is op de verzekeringsovereenkomsten die buiten de wet op de landverzekeringsovereenkomst vallen dringt zich dan ook op. Wat de transportverzekeringen betreft mag dit alleszins geen probleem zijn. De Minister verklaarde in de Senaat immers : « Inzake transportverzekering moet de huidige wet vervangen worden door een veelomvattend systeem waarbij ze uit het toepassingsgebied van de wet op de landverzekeringsovereenkomsten wordt gesloten. De Minister belooft een veel omvattende en specifieke oplossing te vinden voor de sector transportverzekeringen. Daaraan zal, onmiddellijk na het Belgische voorzitterschap, werk van worden gemaakt. » (Parlementair Stuk, Senaat, 1992-1993, n° 821/2, blz. 5).

Daarom wordt voorgesteld dat, in afwachting van een grondige modernisering van het verzekeringsrecht, een aantal bepalingen uit de wet op de landverzekeringsovereenkomst die als essentieel kunnen worden beschouwd voor alle verzekeringsovereenkomsten, van toepassing worden gemaakt op de niet-landverzekeringsovereenkomsten.

Dit geldt in de eerste plaats voor het bepaalde van artikel 10, § 2, dat de verplichte vermeldingen van de overeenkomst bevat. Verder zijn er een aantal bepalingen betreffende de aansprakelijkheidsverzekeringen van belang. Dit geldt bijvoorbeeld voor artikel 86, dat een eigen recht geeft aan de benadeelde tegen de verzekeraar van de aansprakelijke partij. Deze bepaling is een duidelijke bescher-

des lors injuste de priver une victime de son droit contre l'assureur parce que le contrat d'assurance de la responsabilité échappe au champ d'application de la loi. C'est pourquoi il est prévu que les articles 3, 10, § 2, 77, 82, 83, 84, 86, 87 et 89 sont immédiatement, c'est-à-dire dès l'entrée en vigueur de la loi, applicables aux contrats qui ne relèvent pas du champ d'application de la loi sur le contrat d'assurance terrestre.

Une période transitoire est prévue pour d'autres dispositions de la loi qui peuvent être considérées comme importantes. Elles s'appliqueront aux contrats d'assurance autres que les contrats d'assurance terrestre à partir du premier jour du treizième mois qui suit celui de la publication de la loi au *Moniteur belge*.

Ces dispositions s'appliqueront jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi abrogeant, en tout ou en partie, les dispositions du Livre I^{er}, Titre X, et du Livre II, Titre VI ainsi que les articles 276 et 277 du Titre X du Code de Commerce. La disposition proposée doit dès lors être considérée comme un régime transitoire qui ne sera sans doute d'application que pendant une très brève période.

N° 20 DE M. BARBE

Art. 5

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Art. 5. — *L'article 52, deuxième alinéa, de la même loi est abrogé.* »

ming van het slachtoffer en niet van de verzekeringnemer. Het is dan ook onrechtvaardig dat een slachtoffer zijn recht tegenover de verzekeraar verliest omdat de aansprakelijkheidsovereenkomst buiten het toepassingsgebied van de wet valt. Om deze reden wordt bepaald dat de artikelen, 3, 10, § 2, 77, 82, 83, 84, 86, 87 en 89 onmiddellijk, dit wil zeggen vanaf de inwerkingtreding van de wet van toepassing zijn op de overeenkomsten die niet onder de wet op de landverzekeringsovereenkomst vallen.

Voor andere bepalingen van die wet, die als belangrijk kunnen worden beschouwd, wordt een overgangsperiode voorzien : zij zijn van toepassing op de niet-landverzekeringsovereenkomsten vanaf de eerste dag van de dertiende maand die volgt op de publicatie van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze bepalingen zijn van toepassing totdat en voor zover een nieuwe wetgeving in werking treedt die de bepalingen van Boek I, Titel X en Boek II, Titel VI en de artikelen 276 en 277 van Titel X van het Wetboek van Koophandel geheel of ten dele opheft. De voorgestelde bepaling moet dan ook als een overgangsregeling worden beschouwd die vermoedelijk slechts voor zeer korte tijd van toepassing zal zijn.

F. DIELENS

N° 20 VAN DE HEER BARBE

Art. 5

Dit artikel vervangen door wat volgt :

« Art. 5. — *Artikel 52, tweede lid, van dezelfde wet wordt opgeheven.* »

L. BARBE